

**Convention collective**

**IDCC : 9831. – EXPLOITATIONS AGRICOLES**

**(Var)**

**(6 juillet 1972)**

(Étendue par arrêté du 31 juillet 1973,  
*Journal officiel* du 30 septembre 1973)

---

**AVENANT N° 121 DU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2018**

**RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : AGRS1997026M

IDCC : 9831

Entre :

FDSEA du Var ;

FDCUMA du Var,

D'une part, et

SGA CFDT Côte d'Azur ;

Fédération CFTC-Agri ;

SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Cet avenant a pour objet de mettre en cohérence la garantie de rémunération avec les dispositions négociées dans l'accord départemental de prévoyance du 4 décembre 2015 modifié par son avenant n° 2 de ce jour. Les organisations syndicales de salariés et professionnelles agricoles signataires décident d'apporter les modifications qui suivent.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modifications apportées à la convention collective*

L'article 6.13 « Rémunération en cas de maladie ou d'accident pour les ouvriers et employés » est en partie réécrit :

« Conformément aux dispositions des articles L. 1226-1 et D. 1226-1 et suivants du code du travail, les salariés relevant de la classification des ouvriers et employés et justifiant d'une ancienneté conforme aux dispositions légales, bénéficient en cas de maladie ou d'accident, quelle qu'en soit l'origine, d'une garantie de rémunération, versée par l'employeur, dans les conditions détaillées ci-après, sous réserve :

- d'avoir justifié par certificat médical de leur incapacité dans les 48 heures de leur absence ;

- d’être pris en charge par la MSA pour le versement des indemnités journalières ;
- d’être soignés sur le territoire français ou dans un pays de l’Union européenne.

La prise en charge débute à compter du :

- 1<sup>er</sup> jour, en cas d’arrêt de travail pour accident du travail ou maladie professionnelle, accident de trajet ;
- 4<sup>e</sup> jour, en cas d’arrêt de travail pour maladie et accident de la vie privée.

#### Montants et durées de la prise en charge

Le maintien de salaire, dans la limite du salaire net qu’aurait perçu le salarié s’il avait continué à travailler, correspondra à 90 % de la rémunération brute pendant 30 jours et 67 % pendant les 30 jours suivants.

Ces durées sont prolongées de 10 jours par période entière de 5 ans d’ancienneté, en plus de la durée requise pour bénéficier de la garantie, dans la limite de 90 jours pour chacune d’entre elles. À titre d’exemple au 1<sup>er</sup> octobre 2018, chacune de ces durées d’indemnisation sera donc portée à :

- 40 jours pour les salariés à partir de la 7<sup>e</sup> année jusqu’à la 11<sup>e</sup> année d’ancienneté incluse ;
- 50 jours pour les salariés à partir de la 12<sup>e</sup> année jusqu’à la 16<sup>e</sup> année d’ancienneté incluse ;
- 60 jours pour les salariés à partir de la 17<sup>e</sup> année jusqu’à la 21<sup>e</sup> année d’ancienneté incluse ;
- 70 jours pour les salariés à partir de la 22<sup>e</sup> année jusqu’à la 26<sup>e</sup> année d’ancienneté incluse ;
- 80 jours pour les salariés à partir de la 27<sup>e</sup> année jusqu’à la 31<sup>e</sup> année d’ancienneté incluse ;
- 90 jours à partir de 32<sup>e</sup> année d’ancienneté.

La condition d’ouverture des droits s’apprécie au premier jour de l’arrêt de travail. Lors de chaque arrêt de travail, il est tenu compte du nombre de jours indemnisés au cours des 12 mois précédant l’arrêt de travail, de telle sorte que si plusieurs absences ont déjà fait l’objet d’un maintien de salaire, la durée d’indemnisation sur ces 12 mois ne dépasse pas les durées prévues ci-dessus. »

La suite de l’article n’est pas modifiée.

## Article 2

### *Entrée en vigueur, dépôt et demande d’extension*

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant celui de la publication de son arrêté d’extension.

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Hyères-les-Palmiers, le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

(Suivent les signatures.)